

Des Conséquences fâcheuses

DU

DÉFAUT D'HYGIÈNE

DANS LES HAUTES VALLEES ALPESTRES

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 26 juillet 1895

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

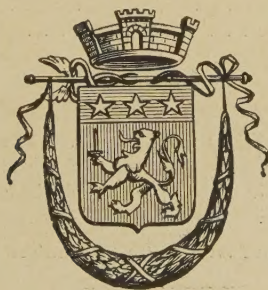
PAR

JULIEN GUILLAUME

CONSEILLER D'ARRONDISSEMENT DU CANTON DE GUILLESTRE

MEMBRE DU CONSEIL D'HYGIÈNE DES HAUTES-ALPES

NÉ A GUILLESTRE (HAUTES-ALPES), LE 27 MAI 1856



LYON

ANCIENNE IMPRIMERIE A. WALTENER ET C^{ie}

Paul LEGENDRE & C^{ie}, Succ^{rs}

14, RUE BELLECORDIÈRE, 14

Juillet 1895

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. LORTET DOYEN
LÉPINE. ASSESSEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. DESGRANGES, PAULET, BOUCHACOURT, CHAUVEAU, BERNE.

PROFESSEURS

Cliniques médicales.	MM. LÉPINE.
Cliniques chirurgicales.	BONDET.
Clinique obstétricale et Accouchements.	OLLIER.
Clinique ophtalmologique	PONCET.
Clinique des Maladies cutanées et syphilitiques	FOCHIER.
Clinique des Maladies mentales.	GAYET.
Physique médicale	GAILLETON.
Chimie médicale et pharmaceutique.	PIERRET.
Chimie organique et Toxicologie	MONOYER.
Matière médicale et Botanique.	HUGOUNENQ.
Zoologie et Anatomie comparée.	CAZENEUVE.
Anatomie.	FLORENCE.
Anatomie générale et Histologie	LORTET.
Physiologie.	TESTUT.
Pathologie interne	RENAUT.
Pathologie externe	MORAT.
Pathologie et Thérapeutique générales.	TEISSIER.
Anatomie pathologique.	AUGAGNEUR.
Médecine opératoire.	MAYET.
Médecine expérimentale et comparée.	TRIPIER.
Médecine légale	POLLOSSON (Maurice).
Hygiène.	ARLOING.
Thérapeutique.	LACASSAGNE.
Pharmacie	BARD.
	SOULIER.
	CROLAS.

PROFESSEUR ADJOINT

Clinique des Maladies des Femmes	M. LAROYENNE.
--	---------------

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Clinique des Maladies des Enfants.	MM. WEILL, agrégé.
Accouchements.	POLLOSSON (Aug.) id.
Botanique	BEAUVISAGE, id.

AGRÉGÉS

MM. BEAUVISAGE.	MM. DIDELOT.	MM. POLLOSSON (Aug.)	MM. ROUX.
CONDAMIN.	GANGOLPHE.	ROCHET.	WEILL.
COURMONT.	JABOULAY.	RODET.	BARRAL, chargé
DEROIDE.	LANNOIS.	ROLLET (Étienne).	des fonctions d'agrégé.
DEVIC.	PERRET.	ROQUE.	MOREAU, id.

M. ÉTIÉVANT, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. POLLOSSON, Président ; M. SOULIER, Assesseur ; MM. LANNOIS et DEVIC, Agrégés.

La Faculté de Médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

A MES PARENTS

A MES AMIS

A MES COMPATRIOTES

AUX REPRÉSENTANTS DES HAUTES-ALPES

AUX MUNICIPALITÉS DU CANTON DE GUILLESTRE

AVANT PROPOS

Quinze années de pratique médicale, soit dans la vallée du Queyras, soit dans le canton de Guillestre nous ont permis de constater que la plupart des habitants de ces contrées ignoraient, d'une façon presque absolue, les notions les plus élémentaires de l'hygiène, surtout au point de vue de l'habitation et de l'alimentation. Outre plusieurs affections endémiques, en quelque sorte, qui sont le résultat de cet état de choses, nous avons, à diverses reprises, observé des épidémies de fièvre typhoïde, de diphtérie, de variole, de rougeole, qui prenaient dans nos vallées une extension et une gravité inconnues dans d'autres régions.

Les transitions brusques de température, l'humidité des habitations en même temps que leur aération imparfaite, le séjour prolongé dans les écuries, la vie pêle-mêle des hommes et des animaux, une alimentation insuffisante et défectueuse, les mariages consanguins, le passage d'un travail exa-

géré pendant l'été à l'oisiveté la plus complète pendant l'hiver, nous paraissent être autant de conditions spéciales à la région et jouer un rôle important dans l'étiologie de la plupart des affections qui frappent des habitants des vallées alpines.

Dans ce travail nous voulons donner le résultat de ce que nous avons vu et observé, persuadé sommes-nous que l'adoption des lois les plus élémentaires de l'hygiène exercerait la plus heureuse influence sur l'état de santé de ces populations, que leur isolement, leur indifférence a, jusqu'ici, fait traiter un peu comme des déshérités.

Nous essaierons de déterminer ce qu'il y a de fâcheux et même de nuisible dans la pratique de certaines traditions religieusement suivies, soit au point de vue de l'établissement de l'habitation et de l'adoption du régime alimentaire, soit encore au point de vue des soins donnés aux femmes en couches et aux nourrissons.

Il nous sera facile, en outre, d'établir que la vulgarisation de quelques notions scientifiques élémentaires, parmi les personnes préposées à l'administration des communes, rendrait plus facile la prophylaxie de toute une série d'épidémies, qui, comme nous l'avons déjà dit, revêtent chez nous un caractère essentiellement meurtrier.

Nous diviserons notre travail en cinq parties :

Dans la première, nous exposerons quelques détails géographiques et un aperçu rapide de la région au point de vue des conditions climatiques et des productions naturelles.

Dans un deuxième chapitre, nous étudierons l'habitation.

Dans un troisième, nous dirons ce qu'est le régime alimentaire adopté par les habitants.

Dans une quatrième partie, nous exposerons quels sont les soins donnés aux femmes en couches et aux enfants du premier âge.

Enfin, dans le dernier chapitre, nous examinerons ce qui est fait dans cette région, au point de vue de l'hygiène publique et de la prophylaxie des maladies contagieuses.

A la fin de chaque partie de cette étude nous avons cru devoir indiquer brièvement les moyens qui nous paraissent les plus propres à améliorer l'état de choses existant actuellement. Cette étude locale est sans grande prétention scientifique, elle nous a été inspirée par le désir de provoquer une sorte de réaction contre la conservation d'errements anciens que l'ignorance ou l'indifférence laissent se perpétuer dans les vallées alpestres.

Nous sommes heureux de témoigner notre gratitude à notre président de thèse, M. le professeur Pollosson, qui nous a accueilli avec son amabilité habituelle. Nous remercions notre ami, le docteur Albertin, qui nous a aidé de ses bons conseils dans cette reprise de nos études médicales.

Merci enfin à tous les maîtres lyonnais dont nous avons suivi les enseignements, soit à la Faculté, soit dans les hôpitaux.

CHAPITRE PREMIER

Détails géographiques et Généralités.

Le département des Hautes-Alpes comprend trois arrondissements : Gap, Embrun et Briançon.

Sa population est de 115.522 habitants.

Sa superficie en est de 558.810 hectares.

L'émigration y suit chaque année une marche progressivement constante, elle a été de douze mille habitants pendant ces cinq dernières années; elle est due, à notre point de vue, à l'achat des terrains « en montagnes » par l'État, aux exigences assez rigoureuses du Code forestier, à l'établissement de la voie ferrée qui a facilité l'importation, favorisé la concurrence étrangère, sans augmenter le chiffre des exportations; elle est due aux maladies cryptogamiques ou parasitaires des végétaux, contre lesquelles une superstition et une vieille routine empêchent qu'on réagisse; l'émigration est due enfin à un grand nombre de fléaux successifs qui semblent

s'acharner sur l'agriculture en général et qui sont la gelée, la grêle, la sécheresse.

Ce département, un des plus petits et des plus pauvres de France a pour limite : au sud et à l'ouest les Basses-Alpes, à l'est la frontière italienne, au nord l'Isère et la Drôme.

L'arrondissement de Gap et une partie de l'arrondissement d'Embrun ont un climat moins dur et moins rigoureux que celui de la région montagneuse ; le sol s'y prête à d'autres cultures que celles que nous rencontrons plus haut ; les mœurs, les coutumes des habitants nous sont moins connues ; nous ne nous occuperons donc dans le cours de cette étude, que du canton de Guillestre et de certaines vallées briançonnaises.

C'est dans cette région et à l'est qu'est située la grande chaîne des Alpes Cottiennes, s'étendant du mont Viso (3845 mètres) au mont Cenis (3500 mètres). Les contreforts qui se détachent de cette chaîne forment les jolies vallées de Vars, de Ceillac, et la ravissante vallée du Queyras ; les vallées de la Vachette, du Monétier-les-Bains, de Briançon jusqu'à Mont-Dauphin offrent aux touristes un réel intérêt. On y voit les massifs majestueux du Pelvoux, les Ecrins (4103 mètres), la Meije (3987 mètres) recouverts de leurs immenses glaciers.

L'altitude moyenne des communes situées dans ce rayon varie entre 1000 mètres (altitude de Guillestre et 2100 mètres (altitude de St-Véran, la commune la plus élevée de France.)

Toutes ces vallées sont généralement étroites et



profondes, c'est-à-dire que les versants latéraux, boisés, gazonnés ou taillés à pic dans le schiste, le granit ou le calcaire, sont rapprochés les uns des autres ; il en résulte que certains villages, adossés aux versants exposés au nord, ne voient pas le soleil pendant quatre à cinq mois de l'année.

Les vents n'atteignent jamais, dans ce pays, une grande violence ; en revanche, la neige y tombe pendant six mois de l'année en grande quantité ; elle atteint parfois l'épaisseur de 3 ou 4 mètres sur les sommets et de 50 centimètres à 1 mètre en rase campagne. Les relations se font alors en traîneau.

Le thermomètre oscillé, en hiver, entre 1 et 25 degrés sous 0. En été, la chaleur varie entre 10 et 30 degrés : elle est parfois excessive et insupportable lorsqu'elle est réflétée par les immenses roches voisines. Les transitions de température y sont très brusques, et les nuits très fraîches.

L'aspect général du pays est triste et monotone en hiver ; un grand linceul blanc recouvre uniformément monts et vallées ; mais, en revanche, en été, le tableau devient des plus enchanteurs, et a fait dire au poète :

Avec leurs grands sommets, leurs glaces éternelles,
Par un soleil d'été, que les Alpes sont belles !
Tout dans leurs frais vallons sert à nous enchanter,
La verdure, les eaux, les bois, les fleurs nouvelles ;
Heureux qui sur ces bords peut longtemps s'arrêter
Heureux qui les revoit s'il a du les quitter.

Des forêts immenses s'étendent surtout sur les versants exposés au nord ; on y trouve le mélèze, le

sapin, le pin à crochet et le pin cembro; le rhododendron et l'airelle myrtille abritent le coq de bruyère; une eau limpide et pure ruisselle de tous côtés, serpente dans les bois, dans les prairies, ou tombe de cascade en cascade de roches escarpées.

Une flore merveilleuse s'épanouit en juin et juillet sur les gazons; elle fait les délices des botanistes qui trouvent là réunies des variétés infinies de plantes (orchydées, rosacées, fougères, etc., etc.)

Le chamois, les lièvres blancs et gris familiarisent avec d'innombrables troupeaux de brebis et de vaches.

Le lait, le beurre et le fromage sont le grand revenu du pays, et y sont d'excellente qualité.

Bref, au milieu de ces éléments d'une pureté incomparable, sous un ciel d'azur, entourées d'air et d'eau sans souillures, nos populations devraient être à l'abri des atteintes et des ravages microbiens, malheureusement il n'en est rien; l'eau destinée à l'alimentation des villages, pure et potable à sa source, ne tarde pas à être infectée dès son arrivée près des habitations, ainsi que nous l'expliquerons tout à l'heure; l'air vivifiant et sans microbes ne sera pas recherché pendant les mois d'hiver, il ne sera respiré que saturé d'acide carbonique et de gaz méphitiques dus à l'encombrement des locaux habités. En un mot, et comme à plaisir, les habitants se soumettent à un mode d'existence tout à fait contraire aux lois les plus élémentaires de l'hygiène.

Le pays est pauvre, très pauvre, mais fait-on quelque chose pour le sortir de la misère? hélas non.

Pas d'industrie, un chômage agricole de six mois, voilà les deux causes principales de sa pauvreté ; mais, il en est une troisième indéniable, c'est que certains de ses habitants, n'observant pas l'hygiène, subissent une déchéance physique et intellectuelle, ils arrivent à vivre de la vie végétative et ne sont plus capables de lutter pour l'existence ; en résumé, ils sont pauvres parce qu'ils n'observent pas l'hygiène, et ils n'observent pas l'hygiène parce qu'il sont pauvres ; nous assistons là à un cercle vicieux.

CHAPITRE II

De l'habitation

Il n'est pas nécessaire de parcourir longtemps nos vallées alpestres pour être frappé de ce fait : que toutes les constructions ont été élevées, aménagées pour loger le bétail plutôt que l'homme, et que le propriétaire, en édifiant sa maison, a réduit le logement de sa famille à la portion la plus restreinte.

Visitez le premier village venu, vous verrez, au rez-de-chaussée, l'écurie occuper la plus grande surface; une petite chambre ménagère où tout est pêle-mêle, se trouve à côté; puis, une pièce unique où la famille entière dort et prend ses repas; le reste de la maison sert de grenier à foin. Nous venons de dépeindre les maisons les mieux aménagées mais il en est d'autres, et elles sont nombreuses, surtout dans le Queyras, où la chambre à coucher n'existe pas, ou n'existe que pour le visiteur, et où l'on voit

la famille entière coucher et manger à l'écurie, toute l'année.

Le tableau mérite une description : A partir du 1^{er} novembre, le bétail ne va plus aux pâturages, le grenier à foin ne contient de vingt à trente mille kilos de foin et doit assurer la nourriture de 8 à 10 vaches, de 1 à 2 mulets et de 30 à 40 moutons.

Tout ce bétail ne sort plus de l'étable jusqu'au mois de juin suivant, l'abreuvement même se fait à la crèche.

L'écurie mesure ordinairement de 8 à 12 mètres de longueur sur 6 à 8 mètres de largeur ; la hauteur du plafond et de la voûte varie de 2 à 3 mètres, tous les animaux sont là serrés les uns contre les autres, puis, dans un des angles du local se dresse l'étagère et, tout à côté, 2, 3, 4, lits en forme de placards ou superposés comme les lits des cabines dans les navires enfin la table, le poêle, deux banes et un escabeau. Tel est l'aménagement de ces locaux.

Ajoutons que l'écurie n'a qu'une fenêtre (et de petite dimension), que la porte principale ne s'ouvre pas directement dans la rue, mais, le plus souvent, dans une cour ou dans un vestibule, fermés eux-mêmes.

Disons encore que les écuries sont toutes bâties en sous-sol, souvent adossées à la montagne ou enfouies dans la terre, que l'humidité et les moisissures y sont permanentes, que la lumière y fait totalement défaut, que les fumiers sont amoncelés dans un coin de l'étable ou dans le vestibule qui y conduit. En insistant sur ce fait que l'air déjà vicié

par la fermentation du fumier, par la respiration de la famille, souvent nombreuse, par celle du bétail, est encore surchauffé par le poêle servant à la cuisine, nous n'aurons rien oublié dans ce portrait fait pour surprendre et étonner l'hygiéniste le plus prévenu.

Si, de plus, l'on considère que les portes sont calfeutrées en hiver et tenues rigoureusement fermées, nul doute que l'air contenu dans ce logement n'est plus respirable, et il ne l'est plus, en effet, car nous avons vu plusieurs fois la flamme de la lampe et de la bougie s'y éteindre faute d'oxygène.

Dès qu'une porte d'écurie est ouverte, pendant les grands froids, un nuage de vapeur s'échappe par bouffées semblables à celui d'une locomotive.

Vous avons vu le thermomètre atteindre, dans certaines écuries, 25 à 30 degrés de chaleur; le froid extérieur était de 25 degrés; la transition subie en sortant de là était donc de 50 à 55 degrés. On voit de suite, quelles peuvent être les conséquences fâcheuses qui peuvent en résulter, au point de vue de la circulation du sang et de la respiration; aussi, il est parfaitement reconnu que les douaniers, les gendarmes, les facteurs, les cantonniers, toutes personnes étrangères à la localité et ne logeant pas à l'écurie, craignent moins le froid que les indigènes et sont moins sujets aux refroidissements brusques.

En présence d'un état de choses aussi déplorable, aussi contraire à l'hygiène, nous nous demandons comment gens et bêtes peuvent vivre dans ce milieu.

Ils y vivent, c'est vrai, mais non sans voir leur santé s'altérer peu à peu pendant l'hiver.

L'accoutumance joue cependant un certain rôle; il n'en est pas moins vrai, et nous l'affirmons, après quinze ans d'observations, que les mois de ce séjour à l'écurie anémient tout ce monde et préparent le terrain pour l'éclosion des maladies qui surviennent régulièrement en mars, avril et mai de chaque année : tuberculoses, adénites, pneumonies, pleurésies, diphtéries, etc.

Nous affirmons ce fait, et nos confrères l'ont constaté comme nous : que le médecin, dans les hautes vallées alpestres, n'est sérieusement occupé que pendant le séjour de ses clients à l'écurie; dès que les populations prennent la clef des champs, tous les malaises disparaissent comme par enchantement.

Il est de fait notoire que, chaque année aussi, bon nombre d'habitants paient un tribut à ce défaut d'hygiène et que lorsqu'une épidémie éclate dans ce milieu, elle y fait des ravages inouis.

En effet, comment procéder à l'isolement des malades? Il n'y a pas de pièces habitables dans la maison; comment procéder à la désinfection du local? Les murs sont défoncés, décrépis, mal entretenus; aussi, les microbes qui exigent, pour leur pullulation, l'obscurité, la chaleur et l'humidité trouvent là tous les éléments qui leur sont nécessaires. C'est ainsi que la fièvre typhoïde et la diphtérie sont devenues endémiques dans certains villages.

La reproduction que nous donnons d'une photographie de la façade d'une maison, démontre



l'exactitude de notre description. On voit, en effet, à gauche, une petite ouverture de cinquante centimètres carrés, qui est la seule existante en dehors de la porte d'entrée. Cette fenêtre minuscule est d'ailleurs soigneusement fermée, et l'aération de l'intérieur de l'habitation, étable et chambre à coucher communiquant ensemble, se fait par l'ouverture de la porte au moment des allées et venues des habitants.

On peut voir, en outre, sur cette même photographie que les conditions misérables au milieu desquelles naissent et vivent des gens, influent de la façon la plus manifeste sur leur développement. On se trouve évidemment en présence d'une famille dont un membre au moins, le jeune garçon paraît atteint de crétinisme.

Dans certains villages, grâce au passage au service militaire de quelques jeunes gens intelligents, grâce aux conseils du médecin, les habitants ont un peu amélioré leur manière de vivre. Il est manifeste que, dans ces villages où il existait encore un certain nombre d'habitants atteints de crétinisme, cet état tend à disparaître.

En présence de cette violation absolue des règles les plus élémentaires de l'hygiène de l'habitation peut-on quelque chose ?

Nous ne nous dissimulons pas que ce n'est pas avec la force armée, avec des prescriptions draconiennes que l'on peut d'emblée aller à l'encontre de ce qui est établi.

Il n'y a pas, à la campagne, de commission des

logements insalubres venant dicter ses conditions et obliger, sous peine de contravention, ses inspectés à se conformer aux règlements. On nous permettra cependant de faire remarquer que si l'on exige, à la ville quatorze mètres cubes d'air comme condition minima d'habitat par individu, il serait logique d'avoir les mêmes exigences vis-à-vis des montagnards ou des ruraux à qui l'espace ou les moyens d'aération sont bien plus faciles à trouver. Nous souhaitons donc de voir les commissions d'hygiène s'aboucher avec les autorités administratives pour chercher quel est le moyen pratique d'arriver, soit par des circulaires préfectorales, soit par des délibérations municipales, à obtenir que, surtout dans les constructions nouvelles, on tienne un peu mieux compte des règles de l'hygiène, soit enfin que, dans les constructions anciennes on améliore le fâcheux état de choses institué.

En l'absence de moyens de coercition qui, nous nous empressons de le dire, seraient peut-être justifiables au point de vue scientifique, mais ne laisseraient pas de heurter l'idée que se font les populations, même rurales, de la liberté individuelle, il faut tourner la difficulté et chercher à obtenir par la persuasion ce que, dans les villes, on a voulu imposer par la législation, réforme qui n'a, d'ailleurs, pas été obtenue, les administrations municipales s'étant bien vite déclaré incapables de faire appliquer la loi. Il faut donc, tenant compte des difficultés de la vie matérielle à la campagne, du paupérisme inhérent à notre région, chercher, par tous les

moyens, à faire comprendre aux habitants de nos montagnes qu'ils possèdent une richesse que personne ne leur enlèvera : c'est l'air pur qu'ils respirent. Leur intérêt direct leur commande de veiller à jouir de ce don naturel ; il faut les convaincre que l'air se corrompt rapidement par la respiration, par la vapeur que l'homme exhale, les miasmes que lui-même répand ; il faut lui démontrer, et cela par des observations qu'il peut faire lui-même facilement, que lui ou les siens ne sont malades que pendant la période d'hibernation, c'est-à-dire d'emprisonnement à l'abri de l'air et de la lumière, tandis que, pendant toute la période des travaux au grand air, l'anémié de la veille retrouve, au contact de l'air sain et vivifiant, la vigueur et la santé quelle que soit l'insuffisance de son alimentation.

Quand nous aurons appris à notre montagnard que le séjour prolongé d'hommes, femmes et enfants exige l'aération, il sera bien facile de lui faire comprendre que l'intérêt de sa santé ne lui permet pas de se loger pêle-mêle avec les animaux. Les exhalations fournies par le bétail, les odeurs ammoniacales pénétrantes dues aux déjections, la possibilité d'épidémies chez les animaux sont autant de conditions qui l'obligent à séparer son habitation en la réservant exclusivement pour lui et sa famille.

Après avoir appris aux Alpains à faire des ouvertures dans les murs de leurs maisons, à séparer leurs chambres à coucher de leur écurie, il resterait encore à leur apprendre à isoler du sol l'intérieur de leur habitation. Dans nos régions, comme d'ailleurs

dans la plupart des campagnes qui attendent patiemment la disparition du paupérisme, l'usage des planchers est fort peu répandu. Le paysan utilise la matière première qu'il a sous la main ; il tasse le sol et c'est la terre battue qui fait le plancher de l'habitation. On ne saurait trop faire pour amener les gens à renoncer à cette pratique simple, il est vrai, mais dont les dangers sont faciles à saisir. Ce sol, quoique battu, reste perméable, et que la fièvre typhoïde fasse invasion dans quelques-unes de ces chaumières, le sol d'un village tout entier peut être infecté, laisser filtrer les agents pathogènes dans les cours d'eau qui y prennent naissance, ou y passent et, de là, répandre l'infection à distance. Pour nous en tenir aux documents locaux nous ne citerons que la relation des épidémies de fièvre typhoïde, fournie par le Dr Coronat, de Gap, par le Dr Devars, interne des hôpitaux de Lyon, originaire de Barcelonnette où il eut l'occasion de prendre des observations pendant une villégiature. Nous ne multiplierons pas les citations, la fréquence et la gravité d'épidémies de toute sorte, fièvre typhoïde, variole, etc., est chose démontrée chez nous et nous sommes convaincu que le caractère d'endémie pris par ces affections de nature éminemment infectieuse est dû à ce qu'il nous est impossible de désinfecter des habitations où tout nous paraît, au contraire, combiné pour la culture microbiologique avec une température élevée, à l'abri de l'air et de la lumière. En attendant que la civilisation de nos compatriotes, ou peut-être l'adoption d'une loi d'hygiène rurale,

fasse accepter, ou impose une modification au fâcheux état de choses que nous déplorons, nous ne pouvons que nous borner à formuler des vœux et à donner quelques conseils.

Nous conseillons donc aux intéressés :

1° De séparer d'une façon effective, sinon par l'éloignement, du moins par le cloisonnement l'étable de l'habitation de famille. L'indépendance de ces deux locaux doit être absolument assurée par des portes d'entrée et de sortie différentes, des moyens d'aération spéciaux à chacun d'eux.

2° Les locaux consacrés à l'habitation devront être absolument indépendants (nous le répétons, et c'est à dessein), de l'écurie ; la porte d'entrée, les fenêtres seront larges, d'un abord et d'une ouverture faciles, permettant le libre accès de l'air et de la lumière dans les appartements.

Autant que faire se pourra, les parois de l'habitations seront établies de façon à être facilement nettoyées et désinfectées, les murs seront crépis à la chaux et le sol battu sera recouvert d'un plancher.

Aux vœux que nous formulons on peut objecter — et l'objection viendrait des intéressés à qui nous donnons des conseils — c'est que les moyens de chauffage, absolument insuffisants les obligent à se défendre du froid par le contact des animaux, et que, pour ce qui est de la séparation de l'habitation, il leur manque tout, même les matériaux pour l'effectuer. Nous savons, en effet, que, dans certaines vallées où l'on fait pourtant du reboisement, les forêts, jeunes ne permettent pas à l'administration forestière de dis-

tribuer en quantité suffisante les bois de chauffage. Dans plusieurs villages, avant d'utiliser comme engrais le fumier (bouses de vache) on l'emploie, après dessiccation, comme combustible. Nous espérons que la sollicitude de l'administration départementale comblera cette lacune.

Quant aux modifications à apporter aux maisons d'habitation, il importe que l'État, le département, les communes viennent en aide aux indigents en leur faisant délivrer gratuitement les bois, la chaux, la pierre à bâtir, pour construire un abri digne de recevoir une famille dont nous pouvons le certifier, les exigences ne dépasseront pas certes, le minimum qui puisse être accordé. Ces installations, une fois les matières premières concédées, n'entraîneraient pas grands frais, tout le monde est plus ou moins menuisier ou maçon dans la campagne et, petit à petit, ces réformes s'opéreraient avec le concours de la population.

Il nous reste à parler d'une question d'une grande importance qui est celle des fosses d'aisance.

Nous y reviendrons, d'ailleurs, au point de vue de l'hygiène publique.

La plupart des habitations ont une fosse, un cabinet situés dans une cour attenante, ou bien à quelques mètres, dans la rue. La fosse est tout simplement creusée dans la terre, sans être étanche, sans ciment, sans maçonnerie; on y déverse toutes les déjections de personnes saines ou malades, et l'on se contente de la vider une fois par an. Il y a là un danger continu; c'est que l'on emmagasine tous les

germes contenus dans les déjections, et qu'à un moment donné, l'air ambiant ou les fontaines situées dans le voisinage sont souillées, infectés par les micro-organismes provenant de ces fosses.

Cette question a été fort bien étudiée dans diverses épidémies de fièvre typhoïde et dans certains pays où le sol perméable laissait passer dans les eaux destinées à l'alimentation, le bacille d'Eberth.

Nous conseillons donc la suppression immédiate de toutes les fosses d'aisance et nous ordonnerions l'établissement de tinettes mobiles ne fussent-elles représentées que par de simples moitiés de tonneaux, dont le contenu serait désinfecté, en temps d'épidémie et porté dans une terre aussi éloignée que possible de l'habitation.

Nous conseillons encore ici de ne jamais jeter les déjections des malades dans les fumiers situés près des habitations; ces fumiers eux-mêmes devront séjourner le moins possible près des maisons et dans les rues, car ils sont un milieu de culture excellent pour le développement d'une foule de germes morbifiques.

Si l'on en croit, en effet, les divers praticiens qui ont publié des relations d'épidémies de fièvre typhoïde, l'habitude de jeter les matières fécales sur les fumiers constitue la cause la plus active de la propagation de la dothiéntérie dans les campagnes.

CHAPITRE III

De l'Alimentation.

Nous diviserons ce sujet, ainsi qu'il suit :

Nous parlerons :

- 1° Des viandes.
- 2° Du laitage.
- 3° De l'eau, du vin et de l'alcool.
- 4° Du pain et des légumes.

Nous nous permettrons quelques réflexions avant d'entrer en matière ;

« L'homme vit d'air et de pain » a dit un éminent physiologiste ; ce qui revient à dire que pour bien se porter, point n'est besoin de mets abondants ou de qualité supérieure ; le superflu, en matière d'alimentation devient souvent un véritable danger ; nous déclarons de suite que nous n'avons pas à constater de superfluités chez nos compatriotes, à ce sujet,

nous aurons plutôt à leur faire observer qu'ils ne mettent pas assez de discernement dans le choix de leurs aliments. Nous allons passer en revue leur mode d'alimentation nous permettant, en passant, cette simple réflexion, qu'ici comme pour l'habitation, l'argent est le nerf de l'hygiène ; la pauvreté met souvent le père de famille dans l'obligation d'alimenter sa famille d'une façon, je ne dirai pas défectueuse, mais souvent nuisible et dangereuse ; nous citerons des faits qui paraîtront incroyables et cependant nous nous tenons dans la stricte vérité.

1^o *Des viandes.* — Il est d'usage dans nos contrées que chaque propriétaire fait ce qu'on est convenu d'appeler une salaison ; il achète, selon ses moyens, un, deux ou trois petits porcs, au printemps ; il les engraisse peu à peu dans son étable, puis, vers le mois de novembre, à la St-Martin, ces animaux sont abattus, dépecés, salés et conservés, soit dans la saumure, soit à l'air libre, soit dans un pétrin ; chaque propriétaire a sa petite méthode, et il en est qui arrivent à la perfection dans l'application de ces soins.

Les propriétaires aisés tuent et salent encore une vache ou quelques chèvres, de sorte que le poids de de la salaison s'élève quelquefois à quatre ou cinq cents kilogrammes de viande. Ceux-là ne passent à la boucherie que quatre ou cinq fois dans l'année et ne consomment de la viande fraîche qu'à l'occasion des grandes fêtes ou d'un repas de famille ; avec la salaison dont nous venons de parler, chaque per-

sonne absorbe en moyenne 150 grammes de viande par jour ; ce qui est suffisant.

Les propriétaires moins aisés ne peuvent manger du salé que le dimanche ; il en est d'autres enfin, et ils sont nombreux, qui ne font aucune salaison, qui vendent le porc pour payer les impôts, et qui ne se nourrissent que de pain et de soupe ; on les voit même, souvent vers le printemps (communes de Fressinières et de Champcella) réduits à ne manger que des pommes de terre ; nombreuses sont les familles réduites à cette extrémité.

La chair du porc, de la vache, de la chèvre, bien que salée, est généralement de bonne qualité, car les animaux sont engraisés à point et avec une nourriture saine (fèves, betteraves, pommes de terre, orge) ; il en est cependant qui, fortuitement, se sont trouvées sous notre observation et que nous avons reconnues être atteintes de tuberculose, ou de ladrerie, (la trichine est très rare dans nos contrées). Nous ne saurions trop mettre en garde les populations contre l'absorption de viandes malades ; la viande de porc est souvent mangée crue ; dans ces conditions elle peut être nuisible, car les germes qu'elle contient peuvent passer dans le tube digestif de l'homme et s'y développer. L'expérience a été faite sur les animaux, et il est bien démontré que la tuberculose est inoculable par le tube digestif. Nous conseillons donc de faire cuire toutes les viandes, destinées à l'alimentation, pendant plusieurs heures, afin que les parties profondes soient désinfectées, par une ébullition prolongée.

Nous avons dit que la classe pauvre ne mangeait pas de viande ; nous n'avons pas dit vrai, elle en mange quelquefois, mais quelles viandes ! On frémit d'y penser et de le dire ; presque tous les animaux morts de maladie, saignés ou non, sont dépecés et consommés ; il faut qu'une vache soit réduite à l'état de squelette pour que sa chair ne soit pas mangée par la famille ; tous les jeunes moutons atteints de tournis (ver dans le cerveau) sont saignés et font le régal de ces malheureux ; souvent même ils sont vendus au boucher et livrés à la consommation publique.

Dans certaines communes, une sorte de société de secours mutuels est organisée ; lorsqu'une vache vient à périr, elle est dépecée et distribuée à tous les membres de la société, qui sont tenus d'en acheter un morceau à un prix invariable et fixé d'avance. Chacun n'est pas tenu de manger cette chair, mais, comme bien l'on pense, les indigents en font un vrai régal.

Nous admettons que toutes les maladies ne sont pas contagieuses, que l'ébullition rend la viande inoffensive ; mais la tuberculose est fréquente chez la vache et la brebis, il suffit que l'ébullition ne soit pas assez complète, prolongée, pour que le danger, que nous signalons subsiste.

Cette consommation de viandes provenant d'animaux malades n'est que trop fréquente dans nos vallées, elle a pour cause le paupérisme que nous ne cesserons de signaler et que les pouvoirs publics ont le devoir de soulager.

Les indigents ne devraient pas payer d'impôts ; de larges secours devraient les indemniser de la perte de leur bétail. Nous conseillons l'organisation de sociétés mutuelles et d'assurances contre la perte du bétail. La chair des animaux morts de maladie devrait être enfouie ou brûlée, sous la surveillance de l'autorité.

Les bouchers achètent, quelquefois à leur insu, d'autres fois sciemment, des animaux malades et en livrent la chair à la consommation publique ; nous serons sans pitié pour ces commerçants et nous demandons aux maires et au préfet des peines sévères contre eux. Nous demandons qu'une surveillance de tous les jours soit exercée, chez eux et dans les abattoirs ; nous demandons encore que l'on s'oppose partout à la vente de viandes provenant d'animaux trop jeunes ; les veaux, les chevreaux, les agneaux devraient atteindre un poids minimum pour être livrés à la consommation.

Nous exigerons des bouchers la plus grande propreté, et nous demanderons enfin la création d'abattoirs dans les communes d'une certaine importance.

Ces installations peuvent être faites à peu de frais à la condition qu'il n'y ait ni paperasseries, ni employés de bureau, mais que tout se passe sous la responsabilité de l'administrateur communal, maire ou adjoint.

2^o *Du laitage.* — Cet aliment est le plus répandu dans nos montagnes ; il constitue la base et la nour-

riture de nos compatriotes ; sa provenance vient surtout de la vache, de la chèvre et de la brebis ; ainsi que nous l'avons dit ci-devant, le lait est d'excellente qualité dans nos montagnes ; cela tient probablement à la nature des foins et pâturages qui contiennent une variété infinie de fleurs et de plantes aromatiques.

Le lait est tantôt absorbé naturel, c'est-à-dire bu dès qu'il vient d'être tiré (lait bourru), tantôt il passe par l'ébullition, tantôt enfin il subi diverses préparations et métamorphoses ; c'est ainsi qu'il passe à l'état de beurre, de caillé et de fromage.

Nous ne nous arrêterons pas sur l'utilité ou l'opportunité de ces métamorphoses, car le cadre de cette étude est trop restreint, nous déclarerons seulement que le lait étant un aliment excellent, un aliment complet, c'est-à-dire contenant tous les éléments nécessaires au développement et à l'entretien de notre organisme, devrait plus largement être utilisé par les populations rurales pour leur alimentation.

Du lait, nos populations retirent le beurre et les fromages. Ce dernier aliment peut rendre de grands services pour l'alimentation locale et pourrait être une source de richesse pour le pays, Nous avons le regret de constater que sa fabrication est le plus souvent défectueuse ; il est rare, en effet, de trouver dans nos montagnes un fromage bien fait, tantôt il est trop frais, trop dur, trop salé, tantôt il est peuplé de parasites et n'est plus comestible.

Il est du devoir des gens qui ont la mission d'amé-

liorer la situation des habitants de ces contrées d'encourager la création de fruitières, comparables à celles qui ont été créées dans le Jura, dans le Rhône et dans l'Ain. Cette industrie est devenue dans ces pays, le principal revenu et peut quelquefois suffire à l'entretien des populations.

3^e *De l'eau, du vin et des alcools.* — L'eau, ainsi que nous l'avons déjà dit, abonde dans nos régions; elle est généralement très fraîche, limpide et pure; elle provient de la fonte des neiges ou des pluies abondantes sur les sommets; aussi les sources jaillissent de tous côtés; ces eaux de neige, de pluie s'infiltrant dans le sol, à travers les roches, et se chargent quelquefois de principes solubles (chaux, fer, magnésie, soufre, iode, etc.), minéraux qui, tout en les rendant impropres à la consommation usuelle journalière, les rendent précieuses dans le traitement de certaines maladies.

C'est ainsi que nous avons au Plan-de-Phazy, à cinq kilomètres de Guillestre, une source abondante d'eaux minérales purgatives; nous en donnons ci-après l'analyse : sur 2 litres d'eau :

Sulfate de magnésie.....	5 ^{gr} 280	milligr.
Chlorure de sodium.....	1 060	—
Sulfate de soude	0 303	—
Peroxyde de fer.....	0 090	—
Sulfate de chaux.....	3 520	—
Carbonate de chaux.....	0 880	—
Carbonate de magnésie.....	0 020	—
Acide carbonique.....	quantité	

Ces eaux rendent de réels services dans le traitement des embarras gastriques, des ictères ou autres maladies du foie ; elles donnent d'excellents résultats dans la ménopause et les affections utérines chez la femme ; elles ont une action décongestionnante, purgative et diurétique puissante, sans être débilitantes ; il est regrettable que ces eaux ne soient pas connues, car les eaux purgatives sont très rares en France. Nous allons chercher en Allemagne, en Autriche et ailleurs ces eaux naturelles alors que nous les avons sous la main, très abondantes, de facile digestion et agréables au goût.

L'eau de cette source a une température régulière de 20 degrés au-dessus de 0, température qui convient à peu près à toutes personnes, comme bains ; par le fer, l'arsenic, l'iode que ces eaux contiennent, les bains deviennent alors toniques, fortifiants.

Comme cures d'air qui seraient faites simultanément, comme centre d'excursions très pittoresques et en considération de la valeur réelle de cette source, il est extrêmement regrettable qu'une installation confortable n'ait point eu lieu jusqu'à présent.

Qu'on veuille bien nous pardonner cette digression, nous l'avons jugée nécessaire parce qu'un grand nombre de sources, dans nos montagnes, contiennent des sels qui les rendent impropres à la consommation.

L'eau joue aussi un certain rôle dans l'étiologie du goître, ainsi que l'a démontré mon excellent ami et confrère, le docteur Jacques, dans sa thèse de doctorat (Lyon, 1894) ; cette cause, sans être unique,

s'ajoute à d'autres influences (consanguinité, défaut d'hygiène, efforts musculaires, transitions brusques de température, et peut-être un principe toxique microbien.

Il est donc nécessaire d'être très circonspect et très prudent dans le choix de l'eau destinée à l'alimentation.

L'eau, pour être potable, doit réunir les conditions suivantes :

- 1^o Elle doit être fraîche.
- 2^o Elle doit dissoudre facilement le savon et cuire les légumes secs.
- 3^o Elle ne doit pas contenir de sels calcaires, sulfate et carbonate de chaux.
- 4^o Elle ne doit pas passer dans des terrains cultivés où sont étendus les engrais de ferme.
- 5^o Elle doit être soigneusement captée à sa source bien canalisée dans des tuyaux en fonte ou en ciment, ne jamais passer par des fosses d'aisances ou des écuries.

Toutes les fois que ces conditions ne seront pas réunies, nous inviterons les populations à faire usage d'eau bouillie ou à créer des citernes bien cimentées, bien étanches pour recevoir les eaux de pluie.

L'eau est le véhicule du bacille de la fièvre typhoïde ; cette maladie est endémique dans nos régions ; chaque année, en septembre, elle décime les populations et les militaires de nos bataillons alpins ; nous sommes persuadé que, si de sages

précautions étaient prises, cette maladie ferait moins de ravages et disparaîtrait.

Du vin. — Le canton de Guillestre et celui de l'Argentière sont les points extrêmes pour la culture de la vigne. Le Briançonnais et le Queyras ne récoltent pas de vin ; la vigne poussant à 1,000 ou 1,200 mètres d'altitude constitue déjà un phénomène curieux qui ne s'explique guère que par le reflet de la chaleur solaire des roches avoisinantes ; le raisin arrive assez souvent à maturité, mais il ne produit qu'un vin acide manquant d'alcool et de tannin ; à l'exception des vins de Saint-Clément, Réotier, Saint-Crépin, tous les vins de Guillestre et de l'Argentière ne constituent qu'une médiocre boisson.

De plus le phylloxéra, le mildiou sont en train de procéder à la destruction de tout le vignoble et comme les propriétaires ne le défendent pas, ne réagissent pas, nul doute que, dans quelques années, le vin claret du pays aura disparu.

Il est fâcheux que le sol où pousse la vigne ne se prête pas partout à la culture de la prairie ; ce sol est pentueux, sablonneux ; sans cela, nous assisterions probablement à un changement heureux dans le mode d'existence des habitants de ces deux cantons, car la prairie est la seule culture qui donne un rendement sûr et sérieux sous notre climat.

D'une part, le vin claret ne soutient pas les forces, plus on en boit, plus l'on mange ; il ne désaltère pas, car il irrite l'estomac et détermine toujours la pyrosis en été ; nos cultivateurs en boivent des quantités énor-

mes pendant les journées de chaleur; d'autre part la culture de la vigne est très longue, très coûteuse et fort aléatoire, car, cinq fois sur dix le cep éprouve les gelées d'hiver et de printemps.

Donc, nous conseillerions volontiers aux populations de transformer en prairies tous les terrains vignobles qui se prêtent à cette transformation. Le produit de la prairie suffirait amplement à l'achat de vins du Midi qui seraient plus toniques et plus réconfortants. Le Briançonnais et le Queyras font leurs provisions de vins dans le Midi; les familles de ces vallées en boivent très peu; elles boivent du lait et du petit lait et ne s'en portent pas plus mal; les hommes seuls, et les jeunes gens en font un usage immodéré les dimanches, les jours de fête et de marché.

Des alcools. — Nous ne dirons pas grand chose de ces liquides, si ce n'est qu'ils sont nuisibles neuf fois sur dix; l'eau-de-vie est fabriquée aujourd'hui avec toutes sortes de substances, excepté avec du raisin; la consommation des liqueurs à essences, telles que absinthes, amers, etc., l'usage de l'eau-de-vie, le matin à jeun, sont pernicieux; tous ceux qui s'adonnent à ces boissons, immodérément, abrègent leur existence, c'est un fait notoire.

L'alcoolisme est la plaie de cette fin de siècle, nous avons le regret de constater qu'il fait bien ses petits ravages dans notre contrée.

Du pain, des œufs, des légumes et des fruits. — La culture du froment est bien aléatoire aussi dans nos

montagnes ; les froids de l'hiver et du printemps nuisent au développement de cette graminée, de sorte que l'on ne sème guère que le seigle et l'orge, la farine qui résulte de cette récolte n'est pas de premier choix, le pain est noir et contient quelquefois la farine et le son ; les familles aisées, seules, ajoutent un peu de froment. Ce pain de seigle ou d'orge se fait à l'automne, pour toute l'année, il devient, dès lors, d'une dureté excessive ; nous avons entendu, maintes fois, nos malheureux compatriotes nous répondre que cette coutume était nécessaire, car le pain frais n'est pas économique et que les enfants, les domestiques en mangeraient trop ; ce fait seul donne la note du paupérisme dans la région.

La soupe se fait ordinairement avec des choux, des pommes de terre, des fèves, des pois, des lentilles ; elle est assaisonnée avec le beurre ou la graisse (en bien petite quantité) ; ainsi que nous l'avons recommandé déjà, nous préférierions voir les habitants se nourrir avec le lait et les pâtes alimentaires. Nous avons remarqué que les habitants des villages qui faisaient usage de laitage étaient plus forts, plus vigoureux, plus aptes au travail, plus intelligents que ceux qui se nourrissent de légumes et de fruits.

Les œufs constituant un aliment de premier ordre et s'obtenant facilement dans le pays, on ne saurait trop en recommander l'usage.

Telles sont les mœurs de nos alpins au point de vue de l'alimentation ; on sera convaincu après cette

lecture que l'existence des montagnards est bien misérable et qu'elle est digne de la sollicitude des hommes publics; si, d'ici quelques années, les impôts ne sont pas supprimés, ou tout au moins diminués dans ces régions, l'émigration, déjà considérable, ne fera que s'accroître et nous assisterons à une vraie dépopulation. Nous sommes entrés sur ce chapitre, dans des détails qui peuvent paraître futiles et de peu d'importance; qu'on veuille; bien nous excuser, mais nous estimons qu'ils étaient nécessaires, car tout ce qui touche à l'alimentation offre un intérêt réel et sérieux à l'hygiéniste; nous avons exposé la réalité des choses sans augmentation, sans diminution; nous croyons avoir conseillé les réformes que nous croyons les plus pratiques, les plus réalisables, nous désirons vivement que ces pages puissent être de quelque profit à nos compatriotes.

CHAPITRE IV

§ I

Des soins donnés aux femmes en couches

Avant d'arriver aux soins qui sont donnés aux femmes qui viennent d'accoucher, nous croyons devoir dire deux mots des conditions au milieu desquelles se passe la grossesse. La femme, dans les Alpes, est un peu comme la femme arabe, soumise à des travaux durs et pénibles ; jeune fille elle travaille aux champs autant que ses frères ; femme, épouse nouvellement mariée, elle continue à se livrer à des travaux incompatibles avec le début de la maternité ; elle monte à cheval ou à mulet, elle soulève de pesants fardeaux ; il n'est pas rare de voir les femmes enceintes, ainsi surmenées, être atteintes d'avortement ou d'accouchement prématuré. L'insuffisance des soins que l'on oppose à ces accidents laisse s'établir des affections chroniques (métrite, prolapsus

utérins etc.) qui réduisent les femmes qui en sont victimes à une impotence plus ou moins complète.

Il serait à désirer que la période de la grossesse fût davantage respectée, que, pendant ce travail physiologique imposé à la mère par la nature, on la dispensât des gros travaux en la chargeant seulement des menus soins de l'intérieur du ménage.

Voyons maintenant comment les femmes accouchent et comment elles sont soignées.

D'une façon générale, dans nos montagnes, on n'appelle pour un accouchement ni médecin ni sage-femme. Dans tous les villages il existe une matrone qui fait de l'assistance aux accouchements une véritable profession; elle se contente d'une petite rémunération, et elle empêche presque partout l'établissement d'accoucheuse professionnelle.

Ces matrones ont toutes sortes de pratiques déplorables, nuisibles, aussi n'hésitons-nous pas à les condamner; nous n'avons pas la prétention de demander aux femmes en couches d'avoir auprès d'elles un médecin, mais il y aurait certainement avantage à encourager l'installation de quelques accoucheuses dans ces régions.

Voyons comment se passe un accouchement surveillé par une matrone. Dès que la femme éprouve, les premiers symptômes, elle est littéralement martyrisée par son entourage sous la direction de la matrone. Dès le début du travail on lui fait prendre toute espèce de positions destinées à faciliter la descente de l'enfant, on fait circuler sur tout son corps des linges brûlants, on lui administre des

breuvages multiples, infusions de plantes diverses, vin chaud, liqueurs alcooliques.

Fréquemment même ces profanes administrent de l'ergot de seigle pendant le travail, substance qu'il leur est facile de se procurer étant donnée l'abondance du seigle et la fréquence de l'ergotisme. Ces pratiques sont souvent funestes soit en entravant la marche normale de l'accouchement, soit en apportant des perturbations graves dans l'état de santé de la mère.

Une autre pratique déplorable et qu'emploient la plupart des matrones, c'est de faire accoucher les femmes debout; il en résulte des ruptures du cordon, des rétentions du placenta, des inversions utérines, des distensions des ligaments et souvent des lésions inflammatoires des annexes utérins.

Mais tous les dangers que nous venons de citer, ne sont rien en comparaison des infections puerpérales communiquées à la parturiente par les touchers sans nombre et les plus septiques que pratique la matrone; à chaque douleur, elle est là, voulant se rendre utile quand même; elle introduit non pas le doigt mais la main que souvent elle n'a pas pris la peine de laver; ses doigts, ses ongles crasseux, réceptacle de la gent microbienne, ont bien vite fait de communiquer à l'accouchée les germes de la septicémie puerpérale.

Actuellement le médecin qui, par sa faute, par son ignorance des précautions antiseptiques, ou par sa négligence provoque la mort d'une femme qu'il a assisté pendant l'accouchement, est considéré

comme ayant commis une faute professionnelle, grave. Doit-on abandonner les femmes enceintes de la campagne entre des mains inconsciemment criminelles et laisser se produire toute une série d'homicides par imprudence? Ne peut-on pas encourager l'installation de sages-femmes dans certains centres même en les subventionnant? N'y aurait-il pas lieu de créer, même avec des ressources relativement restreintes, des maternités départementales ou cantonales où on instruirait sinon des sages-femmes, du moins des infirmières qui pourraient donner des soins élémentaires aux femmes en couches?

Que résulte-t-il de ces pratiques condamnables?

On ne fait pas venir le médecin pour un accouchement, la matrone est là; mais l'accouchée, une fois infectée, en pleine septicémie puerpérale, l'accouchée devient une malade, la matrone disparaît et le médecin mandé arrive. Le pauvre praticien doit alors endosser une responsabilité qu'il n'a pas encourue; il n'a pas le droit de refuser ses soins, il les prodigue, la malade meurt et c'est lui qui est considéré comme l'auteur principal de cette terminaison funeste.

En présence d'un cas de dystocie, le médecin n'est appelé que lorsque toutes les commères de l'endroit ont donné leur avis; souvent alors l'intervention utile n'est plus possible; on est obligé de sacrifier l'enfant, bienheureux de pouvoir conserver la mère.

Dans les villes toute femme inscrite sur la liste des indigents a droit, lorsqu'elle accouche, à l'assistance

que lui fournit une accoucheuse payée par la municipalité ; pourquoi, dans les campagnes ne pas créer une assistance, de même nature, en ayant recours soit aux médecins, soit à des accoucheuses, soit même encore, comme nous le conseillons, à des infirmières ayant fait un stage dans une maternité. Il y a mieux à faire que de discuter, aussi scientifiquement que stérilement, sur les causes de la dépopulation de la France ; il y a des mesures pratiques à prendre, nous ne croyons pas avoir qualité pour faire autre chose que de donner notre humble avis.

§ II

Des soins donnés aux nourrissons et de leur alimentation.

Nous abordons ici une question doublement importante car les femmes de nos régions élèvent non-seulement leurs enfants, mais elles se chargent encore de nourrissons, enfants légitimes ou abandonnés provenant des hospices de Marseille. Le nombre de nourrissons dans le canton de Guillestre et de l'Argentière est considérable ; cette institution nourricière est moins développée dans le Briançonnais et le Queyras.

Pendant longtemps ces enfants et leurs nourrices n'étaient soumis qu'à une surveillance relative ; mais, depuis quelques années et notamment depuis que

la loi sur la protection du premier âge (loi Roussel) a été mise en vigueur, des visites médicales sont régulièrement faites et la mortalité, qui s'élevait à 18, 20 0/0 par an, s'est abaissée à 4 ou 6 0/0.

Une première catégorie d'enfants (nourrissons au sein) bénéficient d'une façon assez irrégulière de l'allaitement maternel. Dans un petit nombre de familles l'aisance permet de remplacer la mère par une domestique; mais, dans la majorité des cas, la mère, obligée de se livrer pendant la belle saison aux travaux du dehors, ne donne le sein que d'une façon bien irrégulière; pendant les mois d'hiver l'allaitement est plus régulier.

Il faut donc se résoudre à considérer ces enfants allaités par la mère comme soumis à une alimentation mixte, sein de la mère et biberon.

Pour cette seconde catégorie, l'enfant nourri à la tétérèlle, nous avons obtenu de bons résultats par la proscription des biberons avec tube plus ou moins long en caoutchouc; nous avons fait adopter la bouteille en verre lisse au goulot de laquelle on adapte une tétérèlle en caoutchouc facile à laver après chaque usage et facile aussi à remplacer toutes les fois que besoin est. Nous faisons pratiquer le nettoyage du flacon par de l'eau bouillie additionnée d'une pincée de cendres, puis avec de l'eau très chaude qui parfait le nettoyage et sèche la cavité du récipient.

L'embout en caoutchouc est passé à l'eau bouillante et à l'eau bouillie. Grâce à ces moyens, comme nous l'avons dit, la statistique de nos nourrissons inspec-

tés nous a assuré un abaissement considérable de la mortalité.

Pour ce qui est de la catégorie des nourrissons au sevrage nous avons observé que tantôt l'allaitement au sein est prolongé outre mesure, dix-huit mois, deux ans, tantôt une alimentation impropre est donnée d'une façon précoce aux jeunes enfants. La grande richesse du pays réside, comme nous l'avons vu, dans le lait, le pain et les pommes de terre. Chez les riches comme chez les pauvres ce dernier aliment est d'un usage quotidien, on mange des pommes de terre soit cuites dans la soupe, soit simplement bouillies à l'eau. Les enfants sont particulièrement friands de ce légume et les parents se laissent trop facilement aller à céder à leur goût. Dès les premiers mois, pour occuper les enfants abandonnés à eux-mêmes et empêcher leurs cris, on leur donne ce genre de friandise ; nous avons constaté ce fait fréquemment et maintes fois nous avons été appelé à donner des soins à des nourrissons dont l'atropsie ne connaissait pas d'autre cause initiale.

Nous ne saurions trop conseiller aux parents de réagir contre ces tendances et de restreindre l'alimentation au lait pour les enfants pendant les premiers mois aux œufs, panades, farines bouillies, lorsque viendra le moment du sevrage, en réservant l'usage des pommes de terre pour les adultes. Depuis 15 ans que nous avons eu à nous occuper activement de la protection des enfants du 1^{er} âge nous avons cherché à faire entrer dans l'esprit des

parents ou des nourrisseurs les notions aussi complètes que possible de l'hygiène alimentaire des jeunes enfants. Nous sommes heureux de pouvoir dire que nous avons obtenu d'excellents résultats et que nous avons vu progressivement la mortalité s'abaisser, comme nous le disons au début de ce chapitre de 18 ou 20 0/0, à 4 à 6 0/0.

Si l'on pouvait arriver à protéger les femmes enceintes et les femmes en couches comme on protège les enfants du premier âge, on obtiendrait certainement pour la mère ce que l'on a obtenu pour l'enfant.

CHAPITRE V

De l'hygiène publique.

Nous voulons, dans ce chapitre, faire une revue rapide en étudiant cependant un certain nombre de points spéciaux; la complexité du sujet nous fera pardonner la brièveté de certaines descriptions en même temps que l'absence de pièces justificatives telles que citations de lois, règlements ou encore de statistiques. Nous allons étudier sommairement tout en soulignant les faits importants :

- 1° les locaux scolaires et la fréquentation des écoles par les enfants malades;
- 2° les sources captées et les fontaines;
- 3° les cimetières;
- 4° la voie publique;
- 5° les chemins ruraux;
- 6° les moyens d'isolement des contagieux;
- 7° les soins corporels et l'hygiène individuelle.

1° *Ecoles.* — Nous sommes très heureux de reconnaître que le gouvernement de la République a amé-

lioré considérablement l'hygiène des écoles; de vastes locaux ont été construits, ils sont bien aérés et bien éclairés, l'eau potable abonde devant chaque groupe scolaire, les enfants peuvent à profusion se désaltérer et procéder à leur toilette. Des cours spacieuses servent aux récréations, bref tout est bien compris et bien disposé. La plupart des communes ont su profiter des libéralités du gouvernement; nos régions n'ont cependant pas été des plus favorisées dans la répartition.

Une de nos communes les plus importantes, celle de Guillestre, compte près de deux cents enfants fréquentant des locaux scolaires insuffisants et disséminés. L'entrée de ces « classes », cause une surprise pénible aux visiteurs et lui rappelle le souvenir d'une chambrée habitée, pendant un hiver rigoureux, par des soldats frileux; l'aération est insuffisante, les locaux trop restreints pour le nombre d'élèves qui y sont contenus. Les enfants y sont mal à l'aise, ils souffrent, ils s'y étiolent rapidement; leurs aptitudes à l'enseignement en sont diminuées et cet état de choses regrettable décourage instituteurs et institutrices. Au lieu de laisser se disséminer de part et d'autre les écoliers il serait préférable qu'aidee par l'État la commune centralisât ces différents locaux d'instruction et d'éducation, sous forme de groupes scolaires où seraient réalisées les exigences nécessitées par l'agglomération d'enfants. Il est regrettable qu'on ne procède pas à un examen plus sévère des conditions hygiéniques au milieu desquelles se trouveront placés les élèves avant d'auto-

riser l'ouverture de telle ou telle école. Il faut, en outre, que, par l'intermédiaire de ceux qui sont chargés de l'enseignement, les parents apprennent qu'ils doivent tenir leurs enfants dans le plus grand état de propreté; c'est un excellent moyen d'inculquer dès le jeune âge les traditions d'hygiène corporelle qui ont ainsi quelques chances d'être conservées plus tard.

A propos de la fréquentation des écoles par les enfants malades, on ne saurait trop recommander aux instituteurs et aux institutrices la plus grande prudence et la plus grande vigilance. Dès qu'ils s'aperçoivent qu'un enfant est triste, mal en train, peu disposé à l'étude comme au jeu, il est de leur devoir de rechercher sommairement si l'enfant a des symptômes de fièvre (mal de tête, peau chaude); de voir s'il est porteur d'une éruption, s'il se plaint de mal de gorge; la famille sera immédiatement prévenue aussi. Cette conduite permettrait de saisir, le plus souvent, le début d'une épidémie et d'éviter les ravages si meurtriers qu'ont fait chez nous, à plusieurs reprises, soit la variole, soit la diphtérie. Nous ne voulons citer que deux cas personnels, mais bien démonstratifs.

En 1881, au début de notre carrière médicale, deux enfants, arrivés depuis peu dans la commune de Vars, sont atteints de la variole; le médecin n'est pas appelé; un personnage de la localité se permet d'ordonner quelques remèdes, mais il ignore la nature du mal et rassure les parents; les enfants guérissent et sont envoyés à l'école en pleine période

de desquamation ; quinze jours après, l'épidémie éclate à la fois dans trois hameaux, quinze familles sont atteintes de variole, cent vingt personnes de tout âge sont alitées ; nous constatons, au bout de huit jours, douze décès ; c'est la mort, la désolation partout dans cette commune, c'est la ruine de plusieurs habitants. L'épidémie ne s'arrête que grâce à de nombreuses vaccinations, revaccinations et aux désinfections.

En 1892, un enfant de dix ans est atteint de diphtérie à Ceillac ; il succomba avant notre arrivée ; nous trouvons l'enfant déjà vêtu d'une robe blanche garnie de rubans aux couleurs éclatantes ; une dizaine d'enfants du voisinage viennent admirer le petit mort ; chacun d'eux veut voir et toucher ; les parents, ignorant le danger, les laissent faire ; pendant plusieurs heures, ce sont des allées et venues ; nous faisons évacuer aussitôt l'écurie (c'était le local habité) ; mais, dix jours après, quatorze enfants mouraient de diphtérie dans ce village.

On alléguera que le médecin aurait dû être appelé plus tôt : c'est vrai ; mais si les malheureux parents avaient su que la variole, que la diphtérie sont extrêmement contagieuses, ces deux épidémies auraient pu être évitées.

Du reste, le médecin seul ne peut suffire pour assurer la diffusion des connaissances hygiéniques ; une instruction spéciale nous paraît nécessaire.

Quelque élémentaires qu'elles soient, c'est aux instituteurs qu'il faut inculquer ces notions d'hygiène au

point de vue de la prophylaxie des maladies contagieuses ; l'instituteur en bénéficiera lui-même et en fera bénéficier les parents avec qui il est le plus souvent en contact quotidien.

Ce que nous venons de dire au point de vue de la prophylaxie des maladies contagieuses, aiguës ou chroniques est, nous le savons, prévu par les règlements de l'hygiène scolaire, mais ce que nous savons bien aussi, c'est que les prescriptions réglementaires ne sont pas appliquées dans toute leur rigueur.

2° Sources captées et fontaines publiques. — Peu de municipalités dans les Alpes, ont su capter d'une façon pratique et hygiénique l'eau destinée à l'alimentation. Depuis quelques années seulement grâce à la louable initiative du Conseil général, les travaux de captation des sources et de construction des fontaines s'exécutent d'une manière plus conforme aux exigences de l'alimentation. Mais certains villages — et ils sont nombreux — possèdent encore des conduites d'eau en bois vermoulu qui laissent pénétrer dans la « chaîne » tous les détritits de la rue, tout ce qu'il peut y avoir de nuisible dans les immondices ou les déjections éparpillées sur le sol. L'eau puisée à sa source est généralement bonne, il ne nous reste plus qu'à souhaiter qu'elle soit soigneusement captée et bien conduite par une canalisation imperméable aux infiltrations périphériques. Pour ce faire des conduits en ciment nous paraissent devoir être adoptés dans nos régions. Il n'est même

pas banal de recommander à nos municipalités d'apporter la plus grande attention dans le choix d'une source et dans son appréciation non seulement au point de vue de la quantité, mais aussi de la qualité des eaux. L'analyse chimique seule peut donner d'utiles renseignements ; si l'on peut, en outre, capter l'eau dans un point culminant par rapport aux habitations avec une canalisation imperméable on se mettra à l'abri des infections possibles par l'infiltration des substances nocives déposées en aval du point de captation.

3^o *Des cimetières.* — Bien des progrès ont été réalisés depuis trente ou quarante ans sur la question de l'emplacement des cimetières. De nombreuses communes se sont imposé des centimes additionnels pour éloigner le cimetière du centre du village. Malheureusement, dans certains villages, on n'a pas mis le même empressement ; c'est ainsi qu'on peut voir encore des cimetières situés au centre des villages, environnant la chapelle ou l'église, et placés sur un sol déclive au bas duquel se trouve une fontaine ou une « chaîne » destinée à l'alimentation. La couche d'humus n'est généralement pas profonde dans nos vallées ; les fosses ne sont pas toujours creusées à la profondeur réglementaire, les cercueils sont placés sur une couche imperméable, rocheuse ou argileuse, il s'en suit que des infiltrations provenant de liquides cadavériques peuvent très bien se mélanger aux eaux destinées à l'alimentation et devenir un foyer d'infection. Sans mettre les choses

au pis-aller, nous devons cependant reconnaître que ces conditions d'infection ont paru se réaliser. Il faut donc chercher à y porter remède en signalant ce danger aux municipalités et en les invitant à y remédier. Il faut que les cimetières soient placés à une extrémité du village, dans un terrain défoncé à 3 ou 4 mètres de profondeur, il faut que les fosses soient creusées, en toute saison, à 1 m. 50 de profondeur; les maires, les adjoints doivent veiller scrupuleusement à l'observation de cette question d'hygiène.

4^o Hygiène de la voie publique. — Enlèvement des immondices. — Dans tous nos villages existent les mêmes errements et le même mépris de la propreté de la voie publique et du pourtour des habitations.

Autour des maisons soit sur la voie publique, soit sur les sentiers y aboutissant se trouvent : 1^o des dépôts d'immondices de toutes sortes qui y séjournent des mois et des années; 2^o des amas de fumiers auxquels on ne touche qu'une fois par an au moment de la jetée de l'engrais; 3^o des installations sommaires de latrines servant tantôt aux habitants d'une seule maison ou de plusieurs.

Voyons à propos de ces trois points, ce qui est fait et ce qu'on devrait faire.

Comme nous l'avons dit, les habitants affectent la plus parfaite indifférence vis-à-vis des immondices, des détritux de toute sorte déposés sur la voie publique à la porte de leurs habitations. Il est inutile d'insister sur le danger du séjour prolongé

de ces matières qui passent à l'état de putréfaction, sont lavées par les pluies, subissent toutes sortes de transformations avant de se liquéfier ou de disparaître. Les produits dangereux provenant de ces amas peuvent s'infiltrer dans le sol et aller contaminer les sources ou cours d'eau voisins.

Il serait de toute nécessité d'obtenir que cet état de choses fût modifié. L'obtiendra-t-on par la contrainte individuelle ? Nous ne le pensons pas. Il est préférable, croyons-nous, de choisir un cantonnier communal rétribué sur le budget municipal. Cet homme, trois fois par semaine au moins, procéderait à l'enlèvement des balayures, immondices, boues, etc., et même des engrais qui, par nonchalance ou indifférence, seraient abandonnés dans les rues. Ces produits enlevés seraient centralisés dans un dépôt où ils ne feraient courir aux habitants aucun danger d'infection ou de contaminations. A cette mesure il serait facile d'adjoindre l'arrosage et le lavage des pavés ou du sol ; l'eau abonde partout dans les Alpes et peut facilement être utilisée.

Pour ce qui est des *fumiers*, il faut obtenir aussi que les dépôts soient situés de façon à éviter les infiltrations. Le mieux est de choisir un coin de terre suffisamment éloigné des habitations et placé sur une pente à déclivité inverse à celle du village, ou encore loin des sources ou du passage de l'eau utilisée pour l'alimentation.

L'autorité municipale ne doit pas rester inactive et elle a qualité pour agir. La loi de 1884 lui confère le droit d'intervenir et le projet de Code rural (art. 19)

est encore plus explicite. « En cas d'insalubrité constatée par le conseil de l'arrondissement, le maire ordonne la suppression des fosses à purin non étanches et des puisards d'absorption. Il peut interdire les dépôts de vidange ou de gadous qui seraient de nature à compromettre la salubrité publique. Il détermine les mesures à prendre pour empêcher l'écoulement sur la voie publique des liquides provenant des dépôts de fumiers et des étables, que ces dépôts soient placée sur la voie publique, dans les cours ou dans les étables. »

C'est au conseil d'hygiène qu'il appartient de prendre l'initiative des réformes; c'est aux maires qu'est dévolu le soin de les appliquer.

Nous voulons revenir sur la question des fosses d'aisances, des latrines. Ces installations tiennent autant à l'habitation qu'à la voie publique. Notre avis est qu'il y a lieu de condamner d'une façon absolue les fosses d'aisances fixes. Il faudrait installer, dans des endroits déterminés, de petits chalets faits avec quelques planches et qui abriteraient des tinettes ou cornues en bois de mélèze étanches et facilement transportables. Ces récipients seraient vidés au fur et à mesure, transportés au loin et désinfectés pendant l'été par le sulfate de cuivre et le chlorure de chaux. Les communes trouveraient, sans bourse délier, des adjudicataires qui procéderaient à la vidange de ces tinettes.

Ces manœuvres et l'isolement des matière enlevées se faisant en quelque sorte sous le contrôle du maire il n'y aurait plus la négligence ou l'indiffé-

rence individuelle qui, en pareil cas, créent un véritable danger public.

5° *Chemins ruraux.* — Ainsi que nous l'avons signalé au début de cette étude, les terrains sont pentueux et fortement déclives dans nos vallées. D'autre part la propriété est très morcelée; nous avons vu, dans la vallée de Freissinières, un brave homme allant ensemercer son champ avec une pioche sur l'épaule en guise de charrue et la totalité des semences dans sa poche. De ce morcellement exagéré de la propriété, des difficultés de la circulation et des transports, il résulte un surmenage incroyable des agriculteurs. L'homme, à tout moment, se substitue à la bête de somme, sue, s'éreinte, crève à la peine. Il n'est pas rare de constater des hypertrophies du cœur, de l'usure précoce des organes, et nous pensons même que la constance de l'effort peut favoriser l'hypertrophie si fréquente chez nous du corps thyroïde. Ajoutons, en dehors de la question d'hygiène, que ces pauvres gens perdent littéralement leur temps et peinent plusieurs journées pour obtenir une récolte de trente sous. Aussi pénétré de cette nécessité d'établir des voies de communication et de transports faciles nous pensons qu'il appartient aux conseils municipaux, d'arrondissement et généraux de mettre, chaque année à l'étude le plus grand nombre possible de chemins ruraux.

6° *Moyens d'isolement des malades contagieux.* — Nous avons vu dans quelle promiscuité vivaient les

gens de nos montagnes ; les membres de la famille, le plus souvent assez nombreuse, vivent pêle-mêle entassés dans une seule pièce. On voit combien difficile devient le rôle du médecin en présence d'un malade atteint d'une affection contagieuse grave, variole, diphtérie, fièvre typhoïde, etc. Dans la maison pas le moindre coin où on puisse isoler le malade, pas le moindre moyen d'isolement dans le village et, au chef-lieu de canton pas d'hôpital. Que de fois nous trouvant en présence d'un premier cas de maladie contagieuse, nous nous sommes dit que la possibilité d'isoler immédiatement le malade et de désinfecter le local nous permettrait d'étouffer l'épidémie à son berceau. Il faut assister impuissant à cet état de choses et, après avoir donné des soins au premier malade, s'en aller en pensant, que dans huit, dix ou quinze jours la moitié de la population sera alitée. Nos prévisions ne se réalisent, hélas, que trop vite, la famille est atteinte ; vient ensuite le tour des voisins, puis le village entier y passe.

La possibilité de l'isolement, les moyens de désinfection, les véritables armes qui pourraient nous permettre de lutter nous manquent absolument.

Il faut s'être trouvé au milieu de pareilles épidémies, en face d'une population décimée et affolée pour comprendre ce qu'il y a de triste et de pénible dans la situation morale du médecin chargé d'intervenir en pareil cas.

Y aurait-il un moyen pratique d'améliorer ce fâcheux état de choses ?

Nous ne pouvons pas demander la construction

d'hôpitaux de campagne, mais nous pensons qu'il y a quelque chose à faire dans cet ordre d'idées, pourquoi ne pas créer de véritables infirmeries rurales ? Est-il impossible de trouver, dans les bâtiments communaux, sur un des côtés de la mairie une ou deux pièces pouvant être aménagées sommairement en chambre de malades ?

En choisissant des locaux indépendants, suffisamment isolés des autres habitations, si c'est possible, on aurait au moins une salle d'isolement pouvant contenir deux ou trois malades et le fait de mettre à part un premier malade atteint de diphtérie, de variole ou de fièvre typhoïde pourrait, nous en sommes convaincu, augmenter les chances d'arrêt de l'épidémie avant sa diffusion.

Les malades, une fois isolés, pourraient être soignés par quelques membres de leur famille que l'on astreindrait à certaines précautions. Le médecin qui, d'ailleurs, a été prévenu, s'efforcerait certainement, par une surveillance qui lui serait facilitée, d'obtenir les meilleurs résultats possibles avec les quelques ressources mises à sa disposition.

La nature de la spécificité des affections épidémiques et transmissibles doit être vulgarisée parmi les populations rurales ; il est probable qu'on n'arrivera pas d'emblée à substituer ces connaissances scientifiques aux croyances populaires, aux idées de sorcellerie, surtout dans un milieu dont le niveau intellectuel est resté stationnaire, mais il faut donner aux populations rurales la démonstration claire et nette de ces faits, soit en triomphant d'une épidé-

mie par des moyens appropriés, désinfection, etc., soit en l'arrêtant net à son début en saisissant et en isolant le premier cas constaté de l'affection.

Progressivement, lorsque la persuasion sera faite, les gens se prêteront certainement à ces mesures d'isolement, les réclameront d'eux-mêmes, car un grand nombre ont encore présent à l'esprit le souvenir de villages entiers ruinés, dépeuplés par des affections épidémiques.

Et même ne pourrait-on pas imposer une semblable mesure dans l'intérêt public? Certaines populations doivent encore être considérées comme des pupilles et traitées comme telles; ce ne serait point là, croyons-nous, porter atteinte à la liberté individuelle, mais remplir un devoir humanitaire.

Avec l'isolement des premiers cas de maladie, le licenciement de l'école, des mesures d'hygiène publique prises d'emblée, des recommandations faites aux habitants, le médecin, sur qui retombe toute la responsabilité, ne se sentirait pas débordé et réduit à l'impuissance, comme il l'est actuellement.

Il appartient au conseil d'hygiène et de salubrité publiques de saisir les intéressés de semblables propositions et d'en obtenir la mise à exécution.

Nous ne dirons pas grand chose du mépris profond qu'a le montagnard pour les soins *d'hygiène et de propreté* corporelles; il est de règle de constater qu'un grand nombre de vieillards n'ont jamais pris de bains, alors que les animaux sont l'objet de soins de propreté quelquefois minutieux.

Ce serait certainement devancer les progrès que

les notions d'hygiène corporelle pourront faire au milieu de ces populations que de proposer l'établissement de baignoires, dans les locaux d'isolement dont nous avons parlé. Cette institution doit être encore considérée comme une utopie ; elle pourrait cependant rendre de grands services dans le traitement de certaines maladies, notamment dans la fièvre typhoïde.

Les idées que nous venons d'exposer, nous ont été spontanément suggérées par les difficultés de notre situation au milieu de nos malades. Après avoir écrit les lignes ci-dessus, nous avons retrouvé que cette idée de petits hospices ruraux, d'infirmes temporaires avait été mise à l'étude dans le projet d'assistance médicale (1). Nous serions trop heureux que l'opinion d'un modeste praticien, comme nous, pût augmenter encore la faveur que ce projet nous paraît devoir mériter.

On voit, en résumé, que, dans notre département presque exclusivement rural, l'hygiène publique est on ne peut plus défectueuse. En attendant qu'une organisation générale applicable à la petite commune rurale vienne obliger les municipalités à prendre des mesures déterminées, il est du devoir de ceux qui sont chargés de veiller au maintien de la santé publique, médecins et représentants de la population de s'unir dans un commun effort pour éviter les dangers les plus pressés.

(1) *Encyclopédie d'hygiène*, Rochard et Vallin. — *Du classement des établissements hospitaliers*.

CONCLUSIONS

1^o Il ressort nettement de notre étude que le paupérisme, et surtout le défaut d'hygiène ont les conséquences les plus fâcheuses, sur l'état sanitaire des populations des hautes vallées alpestres.

2^o Il faut, soit par des subventions pécuniaires, soit par la persuasion, soit encore par la vulgarisation des principes élémentaires du logement, obtenir que les montagnards alpins modifient les installations défectueuses de leurs habitations.

3^o Au point de vue de l'alimentation, on ne peut que regretter l'insuffisance du régime alimentaire, mais on peut demander que les mesures de police édictées à propos des animaux, atteints de maladies contagieuses, soient rigoureusement appliquées, pour en éviter l'utilisation comme aliments.

4^o Le tableau que nous avons fait des soins donnés aux femmes en couches est assez sombre

pour que nous souhaitions que la diffusion de notions élémentaires de l'hygiène des accouchées fasse disparaître, en même temps que ces coutumes barbares, les accidents qui en sont la conséquence.

Grâce à la loi sur la protection des enfants du premier âge, l'état des nourrissons, dans nos campagnes, est satisfaisant.

5° Il y a beaucoup à faire pour que les premiers principes de l'hygiène publique soient appliqués.

La réglementation des fumiers, des fosses d'aisances pourra éviter la contamination des sources et fontaines, qui sont le principal mode d'infection. Le moyen le plus pratique de prophylaxie des maladies contagieuses nous paraît être la création d'infirmières rurales, véritables salles d'isolement où les malades pourront recevoir des soins.

VU : BON A IMPRIMER,

Le Président de la Thèse,

POLLOSSON.

BON A IMPRIMER,

Lyon, le 20 juillet 1895.

Pr Le Doyen,

L'Assesseur, LÉPINE.

PERMIS D'IMPRIMER,

Le Recteur,

EM. CHARLES.

